

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 07188
Numéro SIREN : 838 220 382
Nom ou dénomination : A PUNTA INVESTMENT

Ce dépôt a été enregistré le 04/10/2021 sous le numéro de dépôt 124785

A PUNTA INVESTMENT
API
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social 10, avenue Théophile Gautier
75016 PARIS
R.C.S. PARIS 838 220 382
(la « Société »)

DECISION UNANIME DES ASSOCIES EN DATE DU 16 AOUT 2021

Le Gérant de la Société, Madame Dominique GERONIMI a informé ses associés de ce qui suit.

I. AUTORISATIONS DONNEES PAR LES ASSOCIES AU GERANT DE DEROGER AUX DISPOSITIONS STATUTAIRES

Il est rappelé, tout d'abord que, conformément à la jurisprudence constante, même sans autorisation statutaire de recourir à l'acte, la Cour de cassation admet que les associés puissent, à l'unanimité donner leur accord pour déroger aux statuts.

En conséquence, il est demandé aux Associés de la Société de bien vouloir autoriser les Gérants à déroger à la nécessité de rassembler une assemblée générale extraordinaire pour statuer sur les points qui sont soumis aux associés et de bien vouloir autoriser les Gérants à ce que les décisions collectives à prendre résultent d'un acte sous signature privé, constatant le consentement de tous les associés de la Société.

II. PROPOSITION DE MODIFICATION DES STATUTS EN SUITE D'UNE CESSIION DE PARTS SOCIALES

La société CPI a cédé les 50 parts sociales qu'elle détenait dans le capital de la Société à Monsieur Georges GERONIMI le 16 août 2021.

Nous vous proposons de constater la cession des parts sociales, et de procéder à une mise à jour des statuts en conséquence de cette cession de parts sociales.

Si vous décidez cette mise à jour, l'article 7 des statuts serait désormais rédigé comme suit :

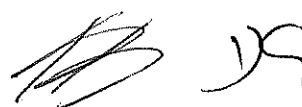
« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1 000) euros, divisé en CENT (100) parts sociales égales de DIX (10) euros au nominal chacune, entièrement souscrites et libérées, attribuées en proportion de leurs droit respectifs, savoir :

-	Mme Dominique GERONIMI	20 parts
-	M. Georges GERONIMI	80 parts

*Total égal au nombre de parts sociales
composant le capital social, soit 100 parts*

Conformément à la Loi, les soussignés déclarent expressément que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les Associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en numéraire et qu'elles sont réparties dans les proportions indiquées ci-dessus. »



En conséquence de ce qui précède, les Associés de la Société ont décidé de prendre les décisions suivantes, conformément aux dispositions légales et statutaires :

PREMIERE DECISION
(Ratification du recours à l'acte)

Les Associés, unanimement, connaissance prise du préambule du présent acte décident :

- de déroger aux statuts, lesquels ne prévoient pas la possibilité d'avoir recours à un acte constatant le consentement de tous les associés de la Société ;
- d'autoriser le recours par les Gérants à l'acte constatant le consentement de tous les associés de la Société pour la prise des décisions, objet du présent acte, et
- de renoncer, en tant que de besoin, à se prévaloir de toutes nullités qui pourraient résulter dudit acte.

DEUXIEME DECISION
(Constatation de la réalisation de la cession entre la société CPI et Monsieur Georges GERONIMI)

Les Associés, unanimement, connaissance prise du préambule du présent acte, constatent la réalisation définitive de la cession de 50 parts sociales de la Société par la société CPI à Monsieur Georges GERONIMI en date du 16 août 2021.

TROISIEME DECISION
(Mise à jour corrélative des statuts)

Les Associés, unanimement,

- connaissance prise du préambule du présent acte,
- en conséquence de la décision qui précède,

décident de procéder à la mise à jour de l'article 7 des statuts de la Société comme suit :

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1 000) euros, divisé en CENT (100) parts sociales égales de DIX (10) euros au nominal chacune, entièrement souscrites et libérées, attribuées en proportion de leurs droit respectifs, savoir :

- | | | |
|---|------------------------|----------|
| - | Mme Dominique GERONIMI | 20 parts |
| - | M. Georges GERONIMI | 80 parts |

*Total égal au nombre de parts sociales
composant le capital social, soit 100 parts*

Conformément à la Loi, les soussignés déclarent expressément que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les Associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en numéraire et qu'elles sont réparties dans les proportions indiquées ci-dessus. »

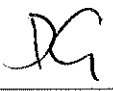
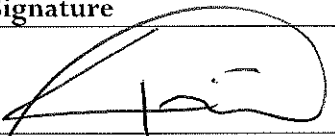
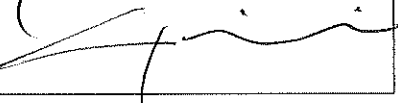
 
2

QUATRIEME DECISION
(Pouvoirs pour les formalités)

Les Associés, unanimement, confèrent :

- tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Fait à Paris, en deux exemplaires

Associés	Paraphe	Signature
Madame Dominique GERONIMI Propriétaire de 20 parts sociales sur les 100 parts sociales composant le capital de la Société		
Monsieur Georges GERONIMI Propriétaire de 20 parts sociales sur les 100 parts sociales composant le capital de la Société		

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COMMUNICATION PRESSE IMMOBILIER-CPI, société à responsabilité limitée, au capital de 45 000 euros, dont le siège social est sis 10, avenue Théophile Gautier 75 016 PARIS – immatriculée au RCS PARIS sous le numéro 411 784 945, représentée par sa Gérante, Madame Dominique GERONIMI,

*ci-après dénommé " **Le Cédant** "*

D'UNE PART,

ET :

Monsieur Georges GERONIMI, né le 20 février 1958 à Calacuccia (Corse), de nationalité française, ayant son domicile sis Maison Punta d'Acquella – Lieu-dit Tinuta – 20144 Sainte-Lucie de Porto-Vecchio,

*ci-après dénommé " **Le Cessionnaire** "*

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La société **A PUNTA INVESTEMENT** est une société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est sis 10 avenue Théophile Gautier – 75016 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 838 220 382 (ci-après « **la Société** »).

La Société a pour objet :

- L'exercice aussi bien en FRANCE qu'en tous pays de toute activité d'étude, de conseil, de coordination, d'assistance et de prestations de services dans les domaines techniques, économiques, financiers, de relations publiques, de publicité, de marketing et de communication en général et dans tout secteur d'activité.
- L'analyse des marchés, la collecte d'informations, l'aide et l'assistance au développement de tous établissements, administrations et Collectivités Publiques, de toutes entreprises industrielles et commerciales.
- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières et immobilières. La location de tout bien immobilier meublé ou non avec ou sans prestations de services complémentaires.
- La participation directe ou indirecte dans toutes les entreprises, sociétés, compagnies, consortiums, groupements, associations en participation, souscriptions cessions, prêts, crédits et avances sous quelque forme que ce soit, fondations ou constitutions de sociétés nouvelles, indépendantes ou filiales.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers consultants ou experts, par voie de création, de sociétés nouvelles d'apport, de commandite, de souscription, d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement.
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, civiles, mobilières, immobilières et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes

Le capital de la Société est divisé en 100 parts sociales d'une valeur nominale de 10 euros et actuellement réparties comme suit :



- | | |
|--------------------------|-------------------|
| - Mme Dominique GERONIMI | 20 parts sociales |
| - M. Georges GERONIMI | 30 parts sociales |
| - La Société CPI | 50 parts sociales |

Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social, soit 100 parts

La société CPI arrêtant son activité et souhaitant céder les actifs qu'elle détient, désire céder les 50 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la Société.

Monsieur Georges GERONIMI désire acquérir ces 50 parts sociales.

En conséquence, les parties soussignées ont convenu de concrétiser leurs accords.

I. CESSIION DE PARTS

Par les présentes, la société CPI, cède et transporte sous les garanties ordinaires de droit ou de fait en la matière, au Cessionnaire, qui accepte, la pleine propriété de cinquante (50) parts sociales de la Société, dont elle est propriétaire.

II. PROPRIETE – JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour. Il se conformera strictement aux clauses et conditions des statuts qu'il déclare parfaitement connaître.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les résultats sociaux attachés aux parts cédées à compter du premier jour de l'exercice social en cours.

Il est ici déclaré qu'il n'a été délivré aucun titre de ces parts et que leur propriété résulte uniquement des statuts.

III. CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Le Cessionnaire étant déjà associé de la Société, déclare être parfaitement informé sur celle-ci.

IV. PRIX - MODALITES DE PAIEMENT

En raison de la situation économique de la Société qui est en perte, la présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix d'un euro (1 €). Le prix a été payé par le Cessionnaire au Cédant qui le reconnaît et lui en donne bonne et valable quittance.

Dont quittance,

V. ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées constituent un bien propre du Cédant pour les avoir obtenues à la constitution de la Société et lors de la cession de parts du 9 décembre 2019.

VI. DECLARATIONS GENERALES

Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;




- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que la part cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VII. AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés. Monsieur Georges GERONIMI étant déjà associé de la Société, aucun agrément n'était donc nécessaire.

VIII. SIGNIFICATION

Le présent acte sera notifié par le Cessionnaire à la Société conformément à la loi.

IX. FORMALITES DE PUBLICITE – ENREGISTREMENT

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts, et qu'elle est à prépondérance immobilière ;
- que le nombre total de parts de la Société est de 100 parts sociales.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 5%, exigible lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

X. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

XI. LITIGES

Tout désaccord relatif au présent acte sera jugé conformément à la loi et soumis à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social de la Société.

A cet effet, en cas de contestation, chaque partie doit faire éllection de domicile dans le ressort des tribunaux précités et toute assignation et toute signification seront régulièrement données à ce domicile.

Fait à PARIS, le 16 août 2021, en 3 exemplaires

Société CPI

Représentée par son Gérant
Madame Dominique GERONIMI

« Bon pour cession de 50 parts au prix de 1 € »

Bon pour cession de 50 parts
au prix de 1 €

-3/4-
3

Georges GERONIMI

« Bon pour acquisition de 50 parts au prix de 1 € »

Bon pour acquisition de 50 parts
au prix de 1 euro

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DREIF de la juridiction des tribunaux
SERVICE DEPARTEMENTAL
DE L'ENREGISTREMENT DE PARIS
SAINT-SULPICE
9, place Saint-Sulpice
75292 PARIS cedex 06
Tél : 01-40-48-46-48
sde.paris.st-sulpice@dgfip.finances.gouv.fr

Le 19/08/2021 Dossier 2021 00049191, référence 7584P61 2021 A 09186
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

**A PUNTA INVESTMENT
API
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros
Siège social 10, avenue Théophile Gautier
75016 PARIS
R.C.S. PARIS 838 220 382**

Certifiés conformes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke and a small vertical mark.

STATUTS A JOUR AU 16 AOUT 2021

Certifiés conformes par le Gérant

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires de parts ci-après et de celles qui pourraient être créées ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par la Loi du 24 Juillet 1966, le décret du 23 mars 1967 et les textes subséquents ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- L'exercice aussi bien en FRANCE qu'en tous pays de toute activité d'étude, de conseil, de coordination, d'assistance et de prestations de services dans les domaines techniques, économiques, financiers, de relations publiques, de publicité, de marketing et de communication en général et dans tout secteur d'activité.
- L'analyse des marchés, la collecte d'informations, l'aide et l'assistance au développement de tous établissements, administrations et Collectivités Publiques, de toutes entreprises industrielles et commerciales.
- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières et immobilières. La location de tout bien immobilier meublé ou non avec ou sans prestations de services complémentaires.
- La participation directe ou indirecte dans toutes les entreprises, sociétés, compagnies, consortiums, groupements, associations en participation, souscriptions cessions, prêts, crédits et avances sous quelque forme que ce soit, fondations ou constitutions de sociétés nouvelles, indépendantes ou filiales.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers consultants ou experts, par voie de création, de sociétés nouvelles d'apport, de commandite, de souscription, d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement.
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, civiles, mobilières, immobilières et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **A PUNTA INVESTMENT**

Sigle : **API**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **10, avenue Théophile Gautier 75016 PARIS**

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

A titre exceptionnel le premier exercice aura une durée supérieure à un an pour s'achever le 31 décembre 2019.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté par les associés, lors de la constitution de ladite Société, la somme de MILLE (1 000) EUROS, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation à la Banque du CIC, Agence Paris-Auteuil, 55, rue d'Auteuil - 75016, laquelle somme a été déposée et représentant les apports de chaque associé soit :

- | | |
|-------------------------------|----------------------------|
| - M. Pierre-François GERONIMI | participation de 700 euros |
| - Mme Dominique GERONIMI | participation de 100 euros |
| - M. Georges GERONIMI | participation de 100 euros |
| - La Société CPI | participation de 100 euros |

Cette somme pourra être retirée par la gérance de la Société, sur présentation d'un certificat ou d'un extrait délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du Siège social attestant de l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1 000) euros, divisé en CENT (100) parts sociales égales de DIX (10) euros au nominal chacune, entièrement souscrites et libérées, attribuées en proportion de leurs droit respectifs, savoir :

- | | |
|--------------------------|----------|
| - Mme Dominique GERONIMI | 20 parts |
| - M. Georges GERONIMI | 80 parts |

Total égal au nombre de parts sociales
composant le capital social, soit 100 parts

Conformément à la Loi, les soussignés déclarent expressément que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les Associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en numéraire et qu'elles sont réparties dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des Associés.

ARTICLE 9 – DROITS DES PARTS

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Toute part sociale donne droit à une voix dans les votes et délibérations.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

La réunion de toutes les parts sociales en une même main n'entraîne pas la dissolution de la société ; l'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales, dénommé associé unique, exerce les pouvoirs dévolus par la Loi aux assemblées générales des associés.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DE PARTS

1 – Toute cession de parts sociales de capital doit être constatée par écrit. La cession n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités prévues à l'article 1690 du code civil ; signification par huissier ou

acceptation par la société dans un acte authentique. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise d'une attestation de ce dépôt par la gérance. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après avoir été déposée au greffe en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre Associés et ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, à un tiers non associé qu'avec le consentement de la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'Associé cédant. Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire ; la gérance doit provoquer une décision des associés dans les huit jours de cette notification.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la Société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843 alinéa 4 du Code Civil.

La Société peut également avec le consentement de l'Associé cédant, décider de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si à l'expiration du délai légal, la Société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'Associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions des alinéas 4 et 6 du présent paragraphe, sauf dans les cas prévus par la Loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une Société.

2 - Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

3 - En cas de décès d'un Associé ou de dissolution de communauté entre époux, la Société continue entre les Associés survivants et les ayants droits ou héritiers de l'Associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'Associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des Associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des Associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droits et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des Associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droits ou conjoint de l'Associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les Associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et chacun des Associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la Société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des Associés.

ARTICLE 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, le dépôt de bilan de l'un quelconque des Associés, n'entraînent pas la dissolution de la Société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera la cessation de ses fonctions de Gérant.

ARTICLE 12 - GERANCE

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques, Associés ou non avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les Associés.

Le premier Gérant de la Société est nommé par annexe jointe aux présents statuts et dès la signature de ceux-ci.

Les gérants subséquents sont nommés par décision des Associés, représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent recevoir, en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

Le Gérant a la signature sociale dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la Société.

Dans les rapports avec les tiers, les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Associés.

La Société est engagée même par les actes des Gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que la limitation de pouvoirs ci-après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu : que tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, tous emprunts autres que les crédits bancaires ou les dépôts de sommes en comptes courants par les Associés, toute constitution d'hypothèque ou de nantissement, la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des Associés et, s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social par une décision collective extraordinaire.

La décision des associés peut être prise soit en Assemblée Générale, soit par consultation écrite comme il est dit à l'article 14 ci-après.

L'opposition formée par un Gérant aux actes d'un autre Gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les Gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, Associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs Directeurs, Associés ou non, pour assurer la direction technique ou commerciale des affaires de la Société, et passer avec ce ou ces Directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Les Gérants ne sont pas tenus de consacrer tout leur temps à la marche des affaires sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des Associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des Associés et aux conditions de la majorité prévues à l'article 14 ci-après.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les Associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes qui exerceront leurs fonctions et missions de contrôle dans les conditions fixées par la loi.

La nomination d'un Commissaire aux Comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la Société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs Associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des Commissaires aux Comptes est de six exercices. Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

1 - La volonté des Associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les Associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, aux choix de la gérance, soit d'une Assemblée Générale, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

a - Assemblée Générale

Toute Assemblée Générale est convoquée par la gérance ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout Associé.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des Associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'Assemblée arrêtée par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée est présidée par l'un des Gérants ou, si aucun d'eux n'est Associé, par l'Associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établie et signée par le ou les Gérants et, le cas échéant, par le Président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les Associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération, les questions figurant à l'ordre du jour.

b - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque Associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés.

Les Associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée par lettre recommandée ; tout Associé, n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

2 - Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un Associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les Associés sont au nombre de deux, un Associé peut se faire représenter par un autre Associé. Dans tous les cas, un Associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des Associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux Associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les Associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs Associés représentant plus de la moitié des parts sociales, si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un Gérant.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des Associés portant modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les Associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un Associé ou de transformer la Société en Société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, ou en Société civile,
- à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux Associés,
- par les associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent un certain montant et en cas de révocation d'un gérant statutaire ;
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 17 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des Associés, soit par écrit soit en Assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout Associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la Société et l'un de ses Associés ou Gérants, sont soumises aux formalités prévues par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un Associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur ou Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance est simultanément Gérant ou Associé de la Société à Responsabilité Limitée.

Ainsi, les Associés peuvent notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la Société, en compte courant. Aucun Associé ne peut effectuer de retrait sur les sommes ainsi déposées, sans avoir averti le Gérant au moins un mois à l'avance.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social débutera à la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 31 décembre 2019.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilans et comptes de résultats.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement le rapport du Commissaire aux comptes sont communiqués aux Associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

A compter de cette communication tout Associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Gérant sera tenu de répondre au cours de l'Assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie.

Enfin, tout Associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux Assemblées et des procès-verbaux des Assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les Associés, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après le prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les Associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

La perte s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportée à nouveau.

ARTICLE 21 - DIVIDENDES - PAIEMENT

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE 22 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les Associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Si le capital est réduit à un montant inférieur au minimum légal, l'action en dissolution de la Société n'est recevable que deux mois après la mise en demeure de régulariser la situation.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La personnalité de la Société peut subsister pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en Liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer alors sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des Associés, pris parmi les Associés ou en dehors d'eux.

La liquidation met fin à la mission du ou des Commissaires aux Comptes

La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les Associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la présente Société en Société Civile, en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple ou en Commandite par actions exige l'accord unanime des Associés.

La transformation en Société Anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la majorité a établi et fait approuver par les Associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en Société Anonyme peut être décidée par des Associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit, sur la situation de la Société, même si la Société n'a pas habituellement de Commissaire aux Comptes.

En cas de transformation de la Société en société anonyme, un ou plusieurs Commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par le Président du Tribunal du Commerce statuant sur requête. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article L223-43 du nouveau code de commerce.

Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des Associés, huit jours au moins avant la date de l'Assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des Associés et joint au texte des résolutions proposées. Ce rapport est déposé au Greffe du Tribunal de Commerce compétent huit jours avant la date de l'Assemblée appelée à statuer sur la transformation, et en cas de consultation écrite, huit jours avant la date limite prévue pour la réponse des Associés.

Les Associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des Associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La Société doit se transformer en Société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de cinquante Associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des Associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les Associés ou entre les Associés et la Société, pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents.